JFRC

La jeunesse tunisienne face au défi de la participation citoyenne

Entre désillusion et résilience après 2021

T.B, Doctorant en sciences de l'information et de la communication, Université de Strasbourg



La jeunesse tunisienne face au défi de la participation citoyenne : entre désillusion et résilience après 2021

T.B, Doctorant en sciences de l'information et de la communication, Université de Strasbourg

Résumé

Depuis 2011, la Tunisie a entrepris de nombreuses initiatives pour promouvoir la participation citoyenne des jeunes, notamment à travers des dispositifs comme le budget participatif, visant à renforcer leur implication dans les décisions locales et nationales. Cependant, le coup d'État de 2021 a marqué un tournant, bouleversant ces avancées, menaçant les acquis démocratiques et aggravant les tensions sociales.

Cette recherche, basée sur une analyse qualitative combinant des études de cas, des rapports empiriques issus de sources locales et internationales, ainsi qu'une revue documentaire approfondie, met en lumière les défis auxquels la jeunesse tunisienne est confrontée. Ces défis incluent la désillusion, la répression et un désengagement croissant.

Comment le contexte politique post-2021 affecte-t-il l'engagement civique des jeunes en Tunisie ? Et dans quelle mesure ces derniers parviennent-ils à maintenir leur rôle dans la participation citoyenne, malgré un environnement marqué par la répression et l'incertitude politique ?

Introduction

Après la révolution en 2011, la Tunisie a connu une multiplication exponentielle du nombre d'associations opérant dans tous les domaines. Cette prolifération s'explique par la liberté d'expression apportée par la révolution et l'instauration d'un nouveau cadre juridique régissant les associations. Le décret-loi n° 88 du 24 novembre 2011 a remplacé la loi de 1959, garantissant la libre constitution des associations sans besoin de procédures d'agrément préalable. L'article 36 de ce décret stipule que « l'État doit s'assurer de l'allocation du budget nécessaire pour le soutien des associations ».[1]

La transition vers une démocratie participative en Tunisie illustre les limites de la démocratie représentative seule, en soulignant la nécessité de formes de participation plus inclusives et exigeantes, mobilisant l'engagement de tous les acteurs de la société. Cette démarche participative ne repose pas uniquement sur des cadres juridiques ou des déclarations d'intention, mais nécessite des efforts concrets pour inclure les jeunes, notamment les NEET (ni en emploi, ni en éducation, ni en formation), fournir une infrastructure de soutien, garantir la transparence pour lutter contre la corruption, créer des espaces sécurisés (y compris en ligne), promouvoir des médias libres, renforcer les mouvements sociaux et allouer des ressources économiques qui permettent aux citoyens de communiquer et de faire entendre leur voix (Banque Mondiale,

1. Ben Hassine, A., Farhati, K., & Haouala, A. (2020). Participation et e-participation citoyennes en contexte de transition démocratique en Tunisie, les nouveaux habits de l'empereur ? Annales des Mines - Gérer & comprendre, 141(3), 13-24.

2014).[2]

48 %
des habitants : le poids des jeunes dans la population (OCDE, 2021)

6 %
des électeurs de 18 à 35 ans aux urnes, présidentielles de 2024 (ISIE)

39,5 %
des 15-29 ans expriment le souhait de quitter le pays

1. Les jeunes et la démocratie participative

En Tunisie, les jeunes représentent une part significative de la population, constituant près de 48 % des habitants, soit environ 6 millions de personnes sur une population totale de 11,8 millions (OCDE, 2021). Cependant, malgré ce poids démographique, leur participation politique reste limitée. En 2019, plus de 60 % des jeunes déclaraient ne pas être intéressés par la politique, tandis que leur représentation au sein des institutions publiques, comme le parlement, demeure faible : seulement 28 % des parlementaires ont moins de 30 ans, ce qui reflète une sous-représentation marquée par rapport à leur importance dans la société (OCDE, 2021).



Photo d'illustration — Forum des jeunes à Sfax. © Houssem Abida, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons.

Il est néanmoins essentiel de rappeler que les jeunes ont joué un rôle clé lors de la révolution de 2011, en se mobilisant massivement dans l'espace public et sur les réseaux sociaux pour revendiquer des droits politiques, sociaux et économiques (Aal et al, 2018). Cette mobilisation historique démontre leur potentiel d'engagement lorsqu'ils perçoivent une réelle opportunité de changement et de transformation sociale. Aujourd'hui, ce paradoxe entre un passé marqué par leur implication active et un présent marqué par leur désengagement interroge sur les mécanismes à mettre en place pour rétablir leur confiance dans les institutions et stimuler leur participation.

2. IPAPD. (2018). La démocratie participative, enjeux, cadres juridiques du contexte tunisien. Barcelone. (L'institut panafricain d'administration et de décentralisation).

La participation politique peut prendre diverses formes, allant du bénévolat et de l'engagement civique aux pratiques politiques traditionnelles et non traditionnelles. Cela inclut le vote, la participation aux campagnes électorales, la soumission de pétitions, les consultations publiques, l'adhésion à des partis politiques, le budget participatif, le plaidoyer, le lobbying et les mouvements sociaux. L'engagement des jeunes dans les activités civiques et politiques améliore leurs compétences personnelles, telles que la communication, la résolution de problèmes et le leadership. Il contribue au développement national et local, inculque des valeurs démocratiques, et renforce la légitimité des décisions politiques et la confiance dans les institutions publiques (Allegretti & Som). Le niveau élevé de connectivité en Tunisie a favorisé une culture jeunesse avec ses propres canaux de communication. La transition du virtuel à la citoyenneté active nécessite de nouvelles compétences associatives, importantes pour créer et gérer des associations, comprendre l'environnement juridique, gérer les budgets, et pratiquer une participation efficace (Ben Hassine, Farhati, Haouala, ibid.).[3]

2. La participation citoyenne dans la Constitution tunisienne

Dans ce contexte, la Constitution tunisienne de 2014 a marqué un tournant important en inscrivant la participation citoyenne comme un pilier central de la démocratie naissante. Plusieurs articles consacrent ce principe, notamment ceux relatifs à la transparence, à la gouvernance locale et au développement durable. Le chapitre 7, qui traite de la décentralisation, insiste particulièrement sur le rôle des collectivités locales dans la promotion de la participation citoyenne à travers des mécanismes consultatifs et des initiatives participatives.

Ce même chapitre présente la décentralisation du pouvoir comme un pilier fondamental du développement et du renforcement de la démocratie. En favorisant une répartition plus équitable des responsabilités et des ressources entre les différents niveaux de gouvernance, la décentralisation vise à rapprocher les institutions des citoyens et à leur offrir un rôle actif dans les décisions qui les concernent directement (Labiadh, 2016 ; Allegretti & Som, 2017).[4]

> La démocratie ne peut être pleinement réalisée sans un ancrage local fort.

La décentralisation repose sur l'idée que la démocratie ne peut être pleinement réalisée sans un ancrage local fort. En ce sens, la décentralisation fournit une plateforme pour traduire les principes démocratiques en actions concrètes à l'échelle locale, notamment à travers les municipalités et les institutions régionales. Des mécanismes participatifs, comme le budget participatif, permettent aux citoyens, en particulier aux jeunes, de contribuer activement au développement local et d'influencer les politiques publiques (Yousfi, 2017).

3. Banque Mondiale. (2014). Participation, voix et citoyenneté active de la jeunesse. Rapport de la Banque Mondiale.
4. Labiadh, I. (2016). Décentralisation et renforcement du pouvoir local : La Tunisie à l'épreuve des réformes institutionnelles. Maillages territoriaux, démocratie et élection, Syfacte, RIATE, Paris Diderot, IDEES. Monastir, Tunisie. halshs-01293413

Le lien entre décentralisation et démocratie locale est ainsi central : elle rapproche les centres de pouvoir des citoyens, de manière à renforcer leur capacité à contrôler, influencer et participer aux débats communautaires (Némery, 2013 ; Morin, 2012). Par ailleurs, elle favorise une redistribution plus juste des ressources et une transparence accrue, des éléments indispensables pour établir une confiance durable dans les institutions publiques. Comme l'indique Morin (2012), cette confiance minimale est une condition essentielle pour encourager une citoyenneté active, où les jeunes s'engagent de manière constructive dans les affaires locales et nationales. [5]

Après la révolution de 2011, certaines municipalités en Tunisie ont mis en place des processus de budget participatif (BP), permettant aux citoyens de proposer et de voter les projets locaux à financer. Cela donne aux résidents un rôle direct dans l'allocation des ressources. Le budget participatif, dont le berceau est le Brésil, est une modalité de la démocratie locale, gage d'une meilleure participation des citoyens à la coproduction de l'action publique locale (Som et De facci, 2017). Son usage semble remporter un certain succès dans une dizaine de communes tunisiennes depuis 2014, au point que se fait jour la volonté de plusieurs acteurs étatiques et associatifs de l'institutionnaliser à l'échelle nationale (Som et De facci, ibid). [6]

Cette pratique a permis aux municipalités de regagner la confiance des citoyens et d'engager les jeunes dans le développement local. Ce dispositif participatif exige la présence d'un jeune parmi les délégués de quartier, jouant le rôle de médiateur entre les habitants et la municipalité pour les projets locaux (Som & De Facci, 2017). L'expérience de l'association Action Associative[7] est, à ce titre, très significative. Grâce au soutien financier de l'Agence Allemande de la Coopération (GIZ), l'association a implanté le BP dans plusieurs municipalités, notamment à La Marsa, Mannouba, Gabes, Menzel Bourguiba et Tozeur, à travers son projet « Œil sur le budget ».



Image 1 : Des jeunes votant les projets et les représentants de leurs quartiers (BP La Marsa). Source : OIDP[8]

5. Morin, O. (2012). Tunisie : le vertige démocratique. Études, 416(4), 449-459.
6. Goirand, C. (2015). Rituels démocratiques et mise en scène de la participation populaire dans les assemblées du budget participatif à Recife (Brésil). Dans Participations 2015/1 (N° 11)
7. https://www.actionassociative.org/
8. L'Observatoire International de la Démocratie Participative (OIDP), https://oidp.net/fr/practice.php?id=1173



Image2 : journée internationale de la démocratie, Septembre 2016. Source : Fondation Jasmin[9].

3. Une société civile engagée

Malgré l'engagement constitutionnel vers la décentralisation, les réformes nécessaires pour transférer les pouvoirs et les ressources aux collectivités locales n'ont pas été pleinement réalisées. L'État central continue de jouer un rôle dominant dans la prise de décisions, notamment les marges de manœuvre des municipalités et des conseils régionaux (Njehi, 2023). Par ailleurs, la constitution de 2014 a consacré le principe de la libre administration des collectivités locales, mais ces dernières manquent souvent de ressources financières et de personnel qualifié pour mettre en œuvre les réformes de manière efficace. Les insuffisances des textes de loi et de fonctionnement y sont pour beaucoup de chose (Zghal, 2022).

Les disparités régionales exacerbent encore les difficultés. Les régions intérieures, historiquement marginalisées, continuent de souffrir d'un accès limité aux services publics et aux opportunités économiques (Picard, 2018).

Malgré les nombreux défis dans l'implémentation de la décentralisation en Tunisie, la société civile s'est affirmée comme un acteur clé pour combler les lacunes structurelles et institutionnelles de cette réforme. Face à un État centralisé et à des collectivités locales souvent dépourvues de ressources et de compétences, les associations et organisations non gouvernementales ont multiplié les initiatives pour soutenir la mise en œuvre des principes de gouvernance locale. En agissant comme un intermédiaire entre les citoyens et les institutions publiques, la société civile a contribué à promouvoir des pratiques participatives, à renforcer la transparence et à encourager une citoyenneté active, ouvrant ainsi des perspectives pour revitaliser la décentralisation.

Nous pouvons citer à ce propos le projet « Nebni.tn » mené par la Fondation Jasmin. Financé par le MEPI, ce projet a créé un dialogue entre les municipalités et les citoyens, qui a abouti à

9. https://fondationjasmin.org/

l'élaboration de 10 chartes pour l'amélioration des services communaux, basées sur les besoins des citoyens. De plus, le projet a consacré, sur une période de 8 mois, 10 bulletins citoyens pour améliorer l'accès à l'information sur le travail des municipalités, préparés par des jeunes habitants. Le projet a mobilisé plus de 200 jeunes dans des quartiers marginalisés qui ont suivi le travail de leurs conseils municipaux, mené une enquête de plus de 6000 citoyens sur leurs expériences des services municipaux, et plaidé en faveur de changements dans les services municipaux et de lutter contre la corruption au niveau municipal. A la fin du projet, les jeunes activistes ont créé leurs propres observatoires locaux pour continuer de suivre le travail de leurs conseils municipaux et leurs engagements concernant l'amélioration des services municipaux.



Image 3 : Le bulletin citoyen de la municipalité de Ben Guerden, dans le cadre du projet Nebni.tn. Source : Fondation Jasmin.

Un autre modèle pour l'engagement des jeunes au niveau local est le « citizen lab ». Les Citizen Labs, ou laboratoires citoyens, sont des espaces collaboratifs où les jeunes, les élus locaux et les experts se réunissent pour discuter et concevoir des solutions innovantes aux problèmes locaux. Ces espaces permettent la co-création de projets ayant un impact direct sur la vie de la communauté, tels que des initiatives environnementales, culturelles ou sociales. Ils offrent également des opportunités d'apprentissage en matière de compétences numériques et civiques, grâce à des ateliers sur des sujets comme l'impression 3D, le *Design Thinking*[10], l'open data ou les outils de participation numérique. De plus, ces laboratoires permettent d'expérimenter de nouvelles pratiques démocratiques, telles que le vote électronique ou la consultation publique en ligne, se rapprochant ainsi des jeunes des institutions locales et les recevant au cœur du processus décisionnel.

10. https://www.facebook.com/SolimanCitizenLab/



Image 4 : le Processus du design thinking selon le Lab Citizens de Soliman.. Source : Citizens Lab Soliman

Il est à noter qu'avant 2021, la société civile tunisienne a toutefois connu une implication notable des jeunes, notamment dans le cadre de projets communautaires et d'initiatives citoyennes. Après la révolution de 2011, le nombre d'associations a explosé, passant de 10 000 avant la révolution à plus de 20 000 en 2020 (OCDE, 2021). Une proportion significative de ces nouvelles associations a été fondée ou dirigée par des jeunes, particulièrement dans des domaines tels que les droits de l'homme, la justice sociale, l'environnement et l'entrepreneuriat. De plus, les élections municipales de 2018 ont marqué un tournant avec la participation active de jeunes candidats : 52 % des candidats étaient âgés de moins de 35[11] ans, ce qui témoignait d'une volonté d'engagement au niveau local.



Photo d'illustration — Autocollant de l'ISIE pour le jour du vote, élections municipales du 6 mai 2018. © Nizar Kerkeni, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons.

11. Délégation du parlement européen pour l'observation des élections municipales en Tunisie (6 mai 2018). Rapport de M. Santiago Fisas Ayxelà chef de la délégation du parlement européen. (https://www.europarl.europa.eu/)

Cette période post-révolutionnaire a également été marquée par un intérêt croissant des jeunes pour les initiatives numériques et les nouvelles formes d'activisme, notamment via les réseaux sociaux, les hackathons citoyens et les projets axés sur le développement durable (Cf : image 4). Cependant, cette dynamique a commencé à s'essouffler après 2021, révélant une chute notable de leur participation dans les sphères politiques et sociales.

4. La désillusion

Depuis le coup d'État du 25 juillet 2021, la participation des jeunes en Tunisie a été profondément impactée. Le coup d'État, marqué par la suspension du Parlement et la centralisation des pouvoirs entre les mains du président Kaïs Saied, a profondément bouleversé la scène politique tunisienne. Pour les jeunes, déjà confrontés à des défis socio-économiques et politiques majeurs, cet événement a intensifié leur sentiment de marginalisation et a exacerbé les obstacles à leur participation citoyenne et politique.

De nombreux jeunes Tunisiens se sont montrés critiques envers les actions de Saied, craignant une dérive autoritaire et la perte des libertés acquises depuis la révolution de 2011. Par exemple, des militants de la société civile et des jeunes leaders communautaires ont dénoncé la concentration du pouvoir dans les mains du président et l'érosion des institutions démocratiques. Ils ont exprimé leurs inquiétudes concernant l'utilisation des tribunaux militaires pour juger les civils et la répression des voix dissidentes sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels. [12]

En même temps, certains jeunes continuent de soutenir Saied, espérant que ses actions mettront fin à la corruption et au dysfonctionnement perçu des gouvernements précédents. Cependant, ce soutien est souvent accompagné de réserves quant à la clarté et à la viabilité de sa vision pour l'avenir de la Tunisie.[13]

Les défis pour la participation citoyenne des jeunes sont nombreux dans ce contexte. Les jeunes Tunisiens cherchent à maintenir et à renforcer leur engagement civique, malgré les obstacles croissants. Des mouvements comme « Citoyens contre le coup d'État[14]^ ^» ou « Menich Msab » montrent que la jeunesse tunisienne reste active et déterminée à jouer un rôle dans la défense des droits. D'ailleurs, 38 membres du collectif « Menich Msab » ont écopé des peines en prison en août 2023 pour avoir participé aux manifestations contre la pollution dans leur ville[15].

12. Amnesty International. (2023, July 21). En Tunisie, l'inquiétante dérive autoritaire de Kaïs Saïed. https://www.amnesty.fr/liberte-d-expression/actualites/tunisie-inquietante-derive-autoritaire-kais-saied? — Arab Reform Initiative. (2024). La Perception par la Jeunesse Tunisienne du Retour de l'Autoritarisme : Le Soutien à la Démocratie en Déclin.

13. CCFD-Terre Solidaire. (2021, September 20). Tunisie : Kais Saied, une réponse aux échecs de la transition ? CCFD. Mis à jour le July 1, 2022.

14. https://www.facebook.com/ /100080470602590-مواطنون-ضد-الانقلاب/

15. https://www.lorientlejour.com/article/1345809/des-manifestants-dagareb-condamnes-pour-avoir-denonce-une-pollution-excessive.html

La jeunesse tunisienne, qui avait joué un rôle clé dans la révolution de 2011 et qui portait l'espoir d'une transformation démocratique durable, se retrouve aujourd'hui face à un paradoxe. D'une part, elle est directement impactée par les crises économiques, avec un chômage de masse qui atteint plus de 35 % pour les diplômés, une inflation galopante, et des opportunités professionnelles limitées. D'autre part, les acquis démocratiques en Tunisie sont perçus comme de plus en plus menacés, avec une concentration du pouvoir qui réduit les espaces de dialogue et d'expression, qu'ils soient institutionnels ou civiques. Cette situation est illustrée par des atteintes récurrentes à la liberté d'expression. Par exemple, le 31 janvier 2024, la cour d'appel de Monastir a condamné l'artiste Rached Tamboura[16] à deux ans de prison pour avoir exercé son droit à la liberté d'expression. Ce dernier avait réalisé une série de graffitis dénonçant les propos racistes du président Kaïs Saïed à l'encontre des migrants subsahariens. Tamboura avait été arrêté par les forces de police dans la nuit du 17 au 18 juillet 2023, quelques heures après avoir achevé ses graffitis. De même, une instagrameuse a été condamnée à quatre ans et demi de prison pour des contenus jugés « contraires à la morale publique » par le ministère de la justice, qui a critiqué l'usage croissant de plateformes comme TikTok et Instagram pour diffuser de tels contenus[17]. Cette situation a contribué à un désenchantement massif, comme en témoignent les faibles taux de participation des jeunes aux élections législatives de 2023.

En effet, malgré les promesses de réformes économiques et politiques, une grande partie des jeunes Tunisiens reste sceptique quant à la capacité du gouvernement de Kaïs Saied à résoudre les crises économiques et sociales qui frappent le pays. Cette désillusion s'est manifestée de manière flagrante lors des élections législatives récentes, où le taux de participation a été historiquement faible, n'atteignant qu'environ 11 % pour les deux tours (The Carter Center, 2023). Parmi les électeurs, les jeunes, qui avaient massivement soutenu Saied lors de son élection en 2019, se sont largement abstenus. [18]

Le désengagement électoral des jeunes est particulièrement frappant. Lors des dernières élections présidentielles en 2024, seulement 6 % des électeurs âgés de 18 à 35 ans se sont rendus aux urnes, selon l'ISIE.[19] Ce faible taux de participation reflète une défiance massive envers le processus électoral et une désillusion croissante à l'égard de l'Etat. Parallèlement, le désir d'émigration atteint des niveaux alarmants chez les jeunes de 15 à 29 ans, avec 39,5 % exprimant leur souhait de quitter le pays[20]. Ce phénomène est accentué par une augmentation significative de la migration clandestine, qui touche principalement cette tranche d'âge depuis 2021, traduisant une quête désespérée de perspectives économiques et sociales ailleurs.

16. https://www.amnesty.org/ar/documents/mde30/7893/2024/fr/
17. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/11/01/tunisie-quatre-ans-et-demi-de-prison-pour-une-instagrameuse-accusee-de-contenus-obscenes_6370311_3212.html
18. Carter Center. (2023, February 3). Déclaration post-électorale : la faible participation aux élections en Tunisie confirme la nécessité d'un large consensus. Tunis, Tunisie.
19. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/10/07/en-tunisie-le-president-kais-saied-reelu-avec-90-7-des-suffrages_6346202_3212.html
20. https://inkyfada.com/fr/2022/12/18/chiffres-migrations-tunisie-ins/

Conclusion

Il découle de ce qui a précédé qu'un besoin urgent d'engagement émerge parmi une partie des jeunes, comme le souligne Chafik Sarsar[21], ancien président de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE). Cet engagement prend de nouvelles formes, souvent en dehors des cadres institutionnels traditionnels. Les jeunes militants s'investissent dans des mouvements sociaux, des collectifs citoyens et des initiatives locales, témoignant d'une volonté de défendre les libertés et de participer à la construction d'une démocratie inclusive.

Les jeunes Tunisiens continuent, en effet, de se mobiliser et de s'organiser à travers des initiatives telles que les mouvements sociaux comme les collectifs citoyens ou les actions associatives, où ils montrent une résilience notable et une volonté de défendre les acquis démocratiques et les libertés fondamentales. Ces engagements, bien qu'épars, témoignent d'un potentiel non négligeable pour une revitalisation de la participation citoyenne.

Cependant, pour que cet engagement puisse prospérer, il est impératif de rétablir des espaces sûrs pour le dialogue et l'expression citoyenne, de promouvoir des mécanismes participatifs adaptés aux réalités actuelles, et de renforcer la confiance des jeunes dans des institutions démocratiquement élues par le peuple. Une gouvernance inclusive, transparente et orientée vers les jeunes est essentielle pour reconstruire ce lien et redonner un sens à leur implication civique.

En définitive, la jeunesse tunisienne demeure un acteur clé du changement, et son implication est primordiale pour surmonter les crises actuelles. Soutenir ces jeunes, écouter leurs revendications et répondre à leurs besoins sont autant de conditions nécessaires pour construire une Tunisie plus démocratique, inclusive et résiliente.

21. Ex-président de l'ISIE, 2017, https://www.jasminefoundation.org/?p=2540.



fondationjasmin.org
info@fondationjasmin.org

Crédits photos

Couverture : World Book Day in Tunisia, 2012 — Magharebia, CC BY 2.0.
Sfax youth forum — Houssem Abida, CC BY-SA 4.0.
ISIE, autocollant Jours de vote, élections municipales 2018 — Nizar Kerkeni, CC BY-SA 4.0.
Source : Wikimedia Commons. Les images 1 à 4 sont celles de l'article.

